

23 octobre 2003 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur l'amélioration de l'efficacité de l'aide au développement de l'Union européenne, l'action de la France en Côte d'Ivoire et le meurtre du journaliste Jean Helene, l'immigration, la proposition de "francophonie sans visa", la "décristallisation" des pensions des anciens combattants africains et la coopération régionale en Afrique de l'Ouest, Niamey le 23 octobre 2003.

Messieurs,

Je voudrais d'abord remercier le Président TANDJA qui a tenu, comme d'ailleurs plusieurs de ses pairs en Afrique, à marquer son indignation à la suite de l'assassinat de Jean HELENE et à présenter à la France, à la famille de Jean HELENE, à tous les journalistes qui le connaissent, ses condoléances. Je salue les journalistes nigériens, les journalistes français qui ont fait le déplacement et les autres. Pour évoquer cette rencontre, à laquelle j'attachais beaucoup de prix, à laquelle m'a convié le Président TANDJA, et qui s'est déroulée jusqu'ici et se déroulera, j'en suis sûr, jusqu'au bout dans un climat de confiance réciproque, d'espoir réciproque. Pour un pays qui a fait un grand effort pour réhabiliter le respect des autres, la paix, pour s'engager fermement sur la voie de la démocratie, comme en témoigne la préparation, bientôt, des élections, des diverses élections, municipales, législatives, présidentielles, qui marqueront l'année 2004. Un pays qui fait un effort important dans cette paix retrouvée, pour assurer les éléments essentiels du développement, dans les domaines prioritaires. Un pays qui doit surmonter d'importants handicaps, et qui ne pourra le faire qu'avec une coopération internationale qui est légitime et qui doit être améliorée.

Améliorée, je dirais, sur le plan quantitatif, c'est tout le problème de l'aide publique au développement qui a connu des difficultés, des baisses importantes au cours des dix dernières années.

Donc aide publique au développement mais aussi mise en oeuvre de moyens nouveaux, mobilisation de moyens financiers nouveaux. C'est tout l'objectif que nous avons essayé de déterminer, notamment à Evian, après les grandes réunions internationales précédentes. C'est en particulier dans cet esprit que nous travaillons, avec nos amis britanniques, à la définition d'une mobilisation de fonds nouveaux, de fonds financiers nouveaux.

Enfin, il y a sans aucun doute l'amélioration indispensable de l'efficacité de notre système d'aide. Je pense en particulier à l'Union européenne. La France vous le savez, pour un certain nombre de raisons, est le principal contributeur au Fonds européen de développement et de loin, puisqu'à

elle toute seule, elle représente à peu près 25 % de la contribution des fonds européens, lesquels sont gérés par la Commission. Force est de constater que cela ne marche pas bien. C'est-à-dire que les fonds s'accumulent et, au bout de la procédure, il n'y a pas grand chose. Non pas que l'argent soit gaspillé. Simplement, les procédures ne permettent pas son utilisation dans des conditions conformes à l'esprit-même de l'aide au développement.

Cela fait déjà un certain temps que je demande à la Commission d'améliorer ses procédures, elle dit avoir fait quelques progrès. Il faut bien reconnaître que lorsqu'on va sur le terrain, ces progrès, on les cherche en vain, quant à leurs résultats. Et la France ne pourra pas accepter longtemps d'être un contributeur aussi important d'aide au développement européen si les résultats continuent d'être aussi modestes pour des raisons, je le répète, exclusivement de procédure, d'incapacité à comprendre les réalités du développement. Exiger que les Etats bénéficiaires du développement fassent des réformes, c'est bien. Mais faire en sorte que le financement de ces réformes ne soit attribué qu'après que les réformes soient faites alors que naturellement, ces financements ont pour objectif de permettre de faire ces réformes, alors c'est, sans intention de nuire, rendre impossible les réformes. J'aurai l'occasion, dans les prochaines semaines, de saisir une fois de plus la Commission de cette situation qui ne peut pas durer. En tous les cas, la France ne pourrait pas accepter de contribuer aussi largement à ce fonds et que les résultats soient aussi modestes.

Voilà quelques impressions générales que je voulais faire avant de répondre à vos questions et je suis tout prêt maintenant à vous répondre.

QUESTION - Vous avez eu des mots très forts, hier, pour honorer la mémoire de Jean HELENE et également pour exiger de la part du gouvernement ivoirien toute la vérité sur ce qui s'est passé et des sanctions adaptées à ce lâche assassinat. J'aurais ce matin une double question à vous poser à cet égard.

Premièrement, est-ce que vous faites confiance à Laurent GBAGBO dans la recherche de cette vérité ? Et secondement, est-ce qu'il y aura à cet acte, des conséquences sur les implications de la France dans la résolution de la crise ivoirienne ?

LE PRESIDENT - D'abord, cela fait longtemps, depuis que la crise s'est ouverte, que la France met tout son poids pour essayer de convaincre les différents partenaires, si j'ose dire, de la crise, sur le fait que rien de bon pour les Ivoiriens et pour la Côte d'Ivoire ne peut venir de l'affrontement et que c'est de la discussion, de l'accord que peut venir les solutions nécessaires. C'est dans cet esprit que nous avons fait la réunion de Marcoussis, que nous sommes arrivés au compromis de Marcoussis. Nous souhaitons que l'ensemble des engagements qui ont été pris par tous les participants de Marcoussis soient tenus, non pas que nous voulions imposer une solution. Mais tout simplement parce que nous ne voyons pas d'autres issues possibles que la mise en oeuvre, de bonne foi, des engagements de Marcoussis, si l'on veut sortir la Côte d'Ivoire, de la crise qu'elle connaît. Cette crise est au détriment de tous les Ivoiriens qui souffrent mais aussi de tous leurs voisins, à commencer par le Niger, qui, alors qu'ils n'y sont pour rien, récoltent aujourd'hui les conséquences négatives sur le plan économique et social du comportement irrationnel, irresponsable de certains dirigeants ivoiriens.

Je note que, dans cette action, la France a été unanimement soutenue par la CEDEAO, c'est-à-dire par l'organisation régionale, par l'Union africaine, par l'ONU. Il ne s'agit pas d'une opération ayant je ne sais quel rôle post colonial. Il s'agit d'une opération approuvée par l'ensemble des pays de la région, de l'ensemble de l'Afrique et par le Conseil de sécurité de l'ONU, à l'unanimité.

Néanmoins, nous voyons bien que la bonne foi, l'esprit de compréhension, le respect de l'autre, ne caractérisent pas les principaux responsables, de part et d'autre, de la crise ivoirienne. On voit se développer, je l'ai dit à maintes reprises aux autorités ivoiriennes, à toutes les autorités ivoiriennes, on voit se développer des sentiments de haine, d'agressivité, l'action de certains commandos. Et quand on développe la haine, ensuite on ne peut plus la maîtriser et le pire arrive.

Cet assassinat monstrueux, car il n'y a pas d'autre terme, avant-hier, en Côte d'Ivoire, est en

réalité l'illustration de ce vieux principe selon lequel qui sème le vent récolte la tempête. A force de susciter des réactions d'agressivité raciale, et bien, naturellement, on arrive à des résultats de cette nature.

C'est la raison pour laquelle j'appelle très fermement, vraiment très fermement, les autorités ivoiriennes à reprendre un peu leur sens. Et d'abord à maîtriser ces foyers de développement de la haine et de l'agressivité qui sont tout, sauf dans la culture africaine.

Et puis d'autre part, naturellement, le geste ayant été accompli, je demande que les enquêtes permettent très rapidement de savoir ce qui s'est passé, de façon transparente et indiscutable et que les sanctions, conformément à la loi, soient appliquées de façon exemplaire.

Voilà ce que je souhaitais vous dire sur cette dramatique affaire.

QUESTION - Monsieur le Président, c'est la première visite d'un Chef d'Etat français au Niger en vingt ans. Pourquoi seulement maintenant et quel sens faut-il donner à votre présence au Niger ?

LE PRESIDENT - Le sens qu'il faut donner à ma présence au Niger, c'est naturellement l'expression de l'estime, du respect, de l'amitié, je dirais, de la fraternité que la France veut adresser au Niger. Nous avons une longue coopération, mais vous dites pourquoi si longtemps sans visite d'Etat, non pas que les visites d'Etat aient une importance particulière, mais enfin, ce sont des signes, des témoignages et qui ne sont pas négligeables sur le plan psychologique et politique. Je crois qu'il faut y voir aussi la reconnaissance par la France et, au-delà de la France, par l'Union européenne, par la communauté internationale, des efforts extrêmement courageux qui ont été faits par les autorités nigériennes, par l'ensemble des représentants du peuple nigérien pour engager ce pays de façon, je l'espère, irréversible sur les voies de la démocratie. Sur les voies du respect des droits de l'homme et sur les voies par conséquent, du développement. Et je crois que, dans ce contexte, il était légitime que la France, et au-delà de la France, la Communauté internationale, rende hommage à la qualité de la gestion d'un pays, par ailleurs confronté à tant de difficultés et de problèmes. Rendre cet hommage comme d'ailleurs à quelques autres pays, dans un monde où hélas, y compris en Afrique, nous voyons trop de situations qui vont très exactement dans le sens contraire et qui doivent être dénoncées.

QUESTION - Monsieur le Président, s'il y a un dossier sur lequel la France et les pays africains ne sont pas au même diapason, c'est sûrement celui de l'immigration. Comment appréciez-vous les dernières mesures prises par certains pays européens où se rencontrent les émigrés africains ces dernières années ? Merci.

LE PRESIDENT - Nous avons un vrai problème, que nous voulons gérer de façon digne. Nous ne sommes pas contre l'immigration et d'ailleurs, j'en veux pour témoignage le fait que de très nombreux visas sont donnés par nos institutions consulaires. Nous avons en France une communauté nigérienne importante avec laquelle il n'y a strictement aucun problème. Je peux dire la même chose du Mali ou des autres pays de la région. Donc, nous ne sommes pas contre l'immigration, pas du tout.

En revanche, nous sommes contre l'immigration clandestine, parce que c'est un élément qui perturbe, en réalité, tout le monde. Un certain nombre de gens de bonne foi veulent partir à l'étranger, en Europe, en France. Ils sont souvent entre les mains d'aigrefins qui les font payer, pour ensuite arriver sans aucun droit, sans aucun moyen, sans aucune piste d'atterrissage et dans les pires conditions, aussi bien pour eux que pour nous. Donc, ce contre quoi nous entendons lutter en coopération étroite avec les autorités des pays d'origine, et je précise qu'avec le Niger ça se passe très très bien, nous n'avons pas de problème, c'est d'avoir une immigration qui soit une immigration légale, normale. Et non pas une immigration clandestine, très souvent, je le répète, fruit d'organisations de type mafieux qui gagnent de l'argent sur le dos des pauvres gens qui sont leurs victimes.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez qualifié, d'ardente obligation la création d'une chaîne française d'information. Pourquoi ardente obligation et où en est le projet ? Monsieur Boutros BOUTROS GHALI a soumis au Sénat français l'idée d'une francophonie sans visa, un espace francophone dans lequel les gens qui, par leurs activités, portent quotidiennement la francophonie, les écrivains, journalistes, artistes, étudiants, chercheurs, circuleraient librement. Quelle appréciation faites-vous personnellement d'une telle idée et quelles sont les contraintes du

côté de la France quant à la réalisation d'un tel projet ? Enfin, Monsieur le Président, vous êtes auteur d'un écrit sur la lueur de l'espérance, réflexion du soir pour le matin. Alors, au petit matin de cette nouvelle ère. Très sincèrement, Monsieur le Président, quelle lueur d'espérance voyez-vous pour le continent africain ? Je vous remercie.

LE PRESIDENT - Sur la première question, le gouvernement travaille en effet, et je crois que c'est une heureuse initiative, à la mise en oeuvre d'une chaîne francophone qui serait un peu de la même nature que CNN et qui permettrait à la francophonie d'avoir une expression mondiale. Je suis très favorable à ce projet. Les réflexions ont déjà beaucoup avancé et j'espère, sans pouvoir le garantir, que les décisions pourront être prises à ce sujet avant la fin de l'année. Je l'espère, parce que tous les problèmes ne sont pas encore réglés.

Sur les idées de notre ami Boutros BOUTROS GHALI, sur en quelque sorte la francophonie sans visa, c'est-à-dire qu'un certain nombre de gens ayant une vocation particulière à voyager dans l'ensemble de l'univers francophone, vous avez cité des cas et il y en a quelques autres. Ce sont des gens qui ont une vocation particulière à se déplacer et qui, par conséquent, sont handicapés par la nécessité de demander ou de faire renouveler les visas. J'y suis très favorable et nous l'étudions. Quand Boutros BOUTROS GHALI avait lancé cette idée, il m'en avait parlé. Nous l'avions évoquée, je lui avais dit qu'il me semblait qu'il était dans la nature de l'Organisation de la francophonie de lancer une réflexion, une étude d'un projet de cette nature.

Vous me demandez, ensuite, quelle est la lueur de l'espérance que l'on peut avoir. C'est une lueur qui peut indiquer, je l'évoquais tout à l'heure devant le Parlement, à la fois une grande espérance et un grand danger, comme cela arrive souvent dans les actions humaines. Cette lueur d'espérance, je l'ai vue hier. Je l'ai vue très précisément entre l'aérodrome et la ville, lorsque, dans cette démarche d'accueil si africaine, je regardais et je saluais tous ces Nigériens. Et je notais le nombre de jeunes considérable, les enfants, les jeunes enfants et c'est surtout eux que je regardais. Je voyais leurs yeux, leur regard, leur sourire, leurs réactions, leur dynamisme, leur joie, que peut-être il se passait quelque chose. Je ne devais pas très exactement comprendre ce qu'il se passait mais ils exprimaient spontanément leur joie qu'il se passe quelque chose. Ils avaient de beaux regards, de beaux sourires et je me disais qu'ils donnaient une belle image de l'Afrique. Je me disais aussi que ces jeunes, si nombreux, c'était une chance fantastique, c'était l'espérance de l'Afrique.

L'Afrique a été si longtemps traumatisée par des chocs extérieurs ou intérieurs, des chocs, curieusement, qui n'étaient absolument pas conformes à sa culture mais qui se sont développés, notamment en raison d'interventions extérieures depuis des siècles. Et ces chocs ne lui ont pas permis d'assumer réellement un développement harmonieux à l'instar des autres civilisations et continents. Je me disais, en voyant ces jeunes et leur sourire que là, était pour la première fois peut-être, dans l'histoire de l'Afrique, la chance, l'espérance. Mais naturellement, cela représente aussi un extraordinaire, un dramatique défi car si ces jeunes si nombreux et enthousiastes, à l'évidence, sont déçus, alors ils représentent un danger considérable pour l'Afrique et pour le monde. Car si ces jeunes qui attendent quelque chose, ne reçoivent rien, s'ils ont l'impression de rester en quelque sorte exclus du monde moderne, un monde dont on voit tous les jours les progrès à la télévision, à la radio etc dont plus personne n'ignore rien, si ces jeunes sont exclus, alors ils représentent un danger considérable pour l'Afrique de demain et pour le monde de demain.

Ce qui veut dire en clair que nous sommes tout à fait au moment historique, pour des raisons notamment démographiques, économiques et aussi médiatiques. Nous sommes tout à fait au moment où il faut prendre conscience que le monde est une grande famille. Et que si l'on veut une harmonie dans la famille, si l'on ne veut pas se déchirer, ce qui n'est pas dans la nature d'une famille, alors il faut qu'on se tende la main. Il faut qu'on se tende la main pour que ceux qui ont besoin de quelque chose, puissent recevoir de ceux qui ont les moyens de le faire, la solidarité qu'ils ont en droit d'attendre de leur famille.

Avec la mondialisation, le monde, de plus en plus, est une grande famille. C'est pourquoi je dis souvent qu'il n'y a pas de mondialisation de l'économie, même si elle est inéluctable, si elle n'est

pas accompagnée d'une mondialisation de la solidarité.

Alors on pourrait développer ce point mais je conclus simplement en vous disant que l'espérance, la lueur d'espérance, oui, je l'ai vue. Elle m'a enthousiasmé et elle m'a fait peur. Il nous appartiendra de la maîtriser, d'en tirer le meilleur et d'éviter le pire.

QUESTION - Vous avez déposé ce matin une gerbe de fleurs au monument aux morts, un clin d'oeil aux anciens combattants. C'est l'occasion pour moi de rappeler cet arrêt du Conseil d'Etat qui a décidé de mettre au même niveau les droits des anciens combattants africains à ceux des Français. C'est donc de la dé cristallisation que je voudrais bien qu'on parle, Monsieur le Président. Qu'est-ce que vous avez à répondre à ces anciens combattants qui espèrent énormément et qui attendent impatiemment la mise en oeuvre, la sortie des décrets d'application de l'arrêt du Conseil d'Etat, car on sait qu'ils ont contribué énormément, à libérer la France lors des deux dernières guerres ?

LE PRESIDENT - Je reconnais bien volontiers que c'est un problème douloureux dans la mesure où il manifeste une injustice, laquelle est fondée sur des problèmes budgétaires, pour être clair. C'est donc un problème qui devait être réexaminé dans le sens que vous avez évoqué et qu'a rappelé le Conseil d'Etat. C'est ce qu'on a appelé la procédure de dé cristallisation. Au moment de sa nomination, j'ai demandé à notre ministre chargé des anciens combattants, Monsieur Hamlaoui MEKACHERA, lui-même ancien combattant, d'engager le processus de dé cristallisation. Une première étape a été franchie, non négligeable, à la fois pour les bénéficiaires et aussi pour le budget de l'Etat français. Les étapes suivantes vont venir, le processus est engagé. Je souhaite qu'il soit conduit à son terme, par respect pour ces hommes et leurs familles qui ont, c'est vrai, souvent fait le sacrifice de leur vie pour participer au grand combat qui a permis à la France et à l'Europe de s'opposer en particulier au nazisme.

QUESTION - Avez-vous évoqué avec vos interlocuteurs nigériens la question de la surveillance des frontières au nord du pays et d'une éventuelle coopération militaire française pour cette surveillance. Le cas échéant, considérez-vous qu'il s'agisse d'une action de lutte anti-terroriste ?

LE PRESIDENT - Il est évident que tous les pays raisonnables doivent s'associer dans la lutte contre le terrorisme. Ça c'est un premier point. D'ailleurs, au lendemain des attentats du 11 septembre, la communauté internationale, s'exprimant à l'ONU, a dans son immense majorité souscrit à cette exigence et s'est associée pour la lutte contre le terrorisme. Ça a eu des effets positifs, grâce au renforcement des moyens mis en oeuvre. Mais surtout, des coopérations -et s'agissant du Niger et de la France, dans ce domaine, nous avons une coopération au niveau de la justice, de la police, au niveau militaire qui marche bien au niveau du renseignement, qui marche bien et qui se renforce, nous l'avons évoqué. Alors la surveillance de la frontière nord, c'est un problème de nature différente, c'est un problème de souveraineté pour le Niger. Le Niger demande ou envisage un renforcement de notre coopération militaire, notamment pour assumer ces responsabilités. Ce sont des responsabilités de l'Etat et j'ai donné un avis tout à fait favorable au Président pour renforcer cette coopération.

QUESTION - Votre visite au Niger aujourd'hui et demain au Mali se déroule dans l'espace de l'Union économique et monétaire ouest africaine dont le Président TANDJA est, du reste, le Président en exercice de la conférence des Chefs d'Etat. Je voudrais avoir votre appréciation, Monsieur le Président, sur le processus d'intégration en Afrique de l'ouest.

LE PRESIDENT - Vous savez que la France fait partie des pays qui s'engagent complètement pour moderniser le partenariat. Je pense en particulier, et c'est un problème d'actualité ici, au fait qu'après 6 ans d'effort, l'initiative lancée par la France pour les pays pauvres très endettés arrive enfin à maturité et à des résultats tangibles. Comme vous le savez, avant la fin de l'année, la dette vis-à-vis de la France mais des autres aussi, va être totalement annulée pour le Niger qui est arrivé au terme de la procédure dite "PPTE". De la même façon, nous avons proposé, j'ai proposé notamment au dernier G8 à Evian de renforcer, de moderniser considérablement notre partenariat. Ceci s'exprime notamment par le soutien apporté, je le souhaite, par l'ensemble de la communauté internationale et en tous les cas très activement par la France en faveur de la procédure choisie par les Africains eux-mêmes qui est celle du NEPAD et qui consiste à passer

d'un système fondé sur l'assistance à un système fondé sur le partenariat. J'attends beaucoup, pour ma part, de cette révolution tranquille qui permettrait d'avoir un développement africain, à la fois plus conforme aux intérêts de l'Afrique et beaucoup plus important.

Je pourrais développer longuement ces modalités d'amélioration du partenariat qui ne doivent pas pour autant limiter, au contraire, les efforts de chacune des nations, des nations riches pour ce qui concerne l'aide publique au développement.

Vous avez évoqué, enfin, le 10^{ème} anniversaire du Traité de l'U.E.M.O.A., présidée actuellement avec, je dois le dire, beaucoup d'autorité, par le Président TANDJA. Je crois qu'on peut dire que dix ans après la signature du Traité, les engagements qui avaient été pris pour faire progresser l'intégration et la coopération économiques régionales ont été, pour une large part, tenus. Donc le bilan de dix ans d'U.E.M.O.A. est, à mes yeux, positif. C'est une avancée importante qui permet de renforcer l'économie et la solidarité des pays-membres et qui les rend plus forts en quelque sorte pour s'insérer dans les courants d'échange. La France, vous le savez, a toujours appuyé l'U.E.M.O.A. Elle appuie en particulier la présidence du Président TANDJA et elle se félicite des résultats obtenus. Elle souhaite que ceci se développe et elle militera en faveur de ce développement.

Je vous remercie.